



CFCFS VI

BÂTIR UNE RÉSISTANCE JUSTE:
NOS LUTTES, NOS PROGRÈS...

RAPPORT DE SIXIÈME ÉDITION DE LA CONFÉRENCE
CHANGING FACES CHANGING SPACES



**RAPPORT DE SIXIEME EDITION DE LA CONFERENCE
CHANGING FACES CHANGING SPACES**

Contenu

8 UN CONTE D'UNE NOVICE DE LA CFCS

9 JOURNEE I MERCREDI LE 14 JUIN 2017

Mot d'ouverture et présentations

Seance Plénière : Le danger d'une histoire unique

Seance Plénière : Conversations sur la responsabilité

Seance Plénière : Réforme ou Révolution

Séance Parallèle : Body Politix

Atelier: Documentation communautaire

21 JOURNEE II JEUDI 15 JUIN 2017

Seance Plénière : Stick and Stones

Seance Plénière : HAKI- Les clés de litiges aux portes législatives

Séance Parallèle : Le « I » est réduit au silence : La visibilité des personnes intersexuées dans des expériences d'organisation.

Séance Parallèle : Rapports sexuels et plaisir

Seances De Rencontres Rapides Avec Les Bailleurs De Fonds

Pièce Africa Premier of Bisi Alimi: "Africa's Future Has No Space for Stupid Black Men"

31 L'ÉVÉNEMENT PARALLÈLE

Faits Saillants De L'événement Parallèle Sur La Réunion Du Fonds Lgbt Pour L'Afrique Occidentale Et Centrale

33 JOURNEE III VENDREDI LE 16 JUIN 2017

Seance Plénière : Un meilleur partenariat UE-Afrique : Amélioration des droits humains et la démocratie, le travail décent de l'éducation

Séance Parallèle : Body Economics

Seance Plénière : Financement dans les zones restrictives

Séance Parallèle : Projet de réconfort

Atelier: Sécurité

Seance Plénière De Cloture : Continentuity - Organisations continentales fondée sur l'adhésion

Les défis

Et Puis La Conference A Touche Sa Fin ...

41 CE QU'ILS-ELLES ONT DIT...

UHAÏ EASHRI a organisé avec fierté la 6^{ème} édition de la Conférence régionale *Changing Faces, Changing Spaces* (CFCS VI) du **14 au 16 Juin 2017** dont le thème était :

« BÂTIR UNE RÉSISTANCE JUSTE : NOS LUTTES, NOS PROGRÈS... ».

La CFCS est une conférence planifiée délibérément comme un espace sûr, créatif et catalyseur pour les activistes africain·e·s pour les permettre de réfléchir sur les réalisations et les défis au sein des mouvements. La CFCS est organisée par les activistes travailleur·euse·s du sexe et LGBTI panafricain·e·s qui offrent leurs temps pour former une groupe de travail pour conceptualiser et planifier la conférence et en définir la vision notamment en déterminant le thème et l'ordre du jour de la conférence, et en sélectionnant les abstracts qui déterminent le programme.

Le mot « juste » est défini comme « Qui a le souci de la justice, qui respecte le droit et l'équité ». Ce thème visait à inspirer des discussions et des échanges sur le nom et l'identité en tant que mouvements africains. La conférence a été conçue comme un espace dans lequel nous discuterons, explorerons et négocierons comment nous, en tant que mouvements africains collectifs, nous pouvons réclamer notre pouvoir dans la construction du mouvement, naviguer stratégiquement l'hostilité des environnements dans lesquels la plupart d'entre nous existent et travaillent ainsi que rendre holistique la variété des expériences de nos organismes africains à travers les approches et les outils que nous utilisons pour s'organiser. La conférence avait également l'objectif de favoriser un dialogue et une exploration des moyens par lesquels nous pouvons créer et continuer de construire nos mouvements qui répondent à nos défis et réalisations de façon fondée sur nos compréhension et pratique collectives de ce qui est correct et de ce qui est juste. Comment pouvons-nous bâtir une résistance juste?



CFCS VI

**BÂTIR UNE RÉSISTANCE JUSTE:
NOS LUTTES, NOS PROGRÈS...**

Les panélistes invités, sous forme de présentations écrites ou d'expression artistique, ont développé cinq domaines thématiques à savoir :

A. A L'AFRICAIN !

Sous ce thème, les activistes ont discuté et proposé des stratégies possibles qui examinent les intersections entre le pouvoir, la simplification du langage et la décolonisation de nos identités. Les présentations ont exploré l'histoire, la valeur et la légitimité du travail dans nos mouvements, y compris en abordant la politique ségrégationniste et en améliorant la responsabilité interne de nos organisations.

B. DES BATAILLES ET DES CICATRICES ...

En dépit de ces défis des réalités vécues et ce qui est véritablement un environnement hostile, les mouvements continuent à persévérer en faisant preuve d'une résilience inspirée par la nécessité. La question suivante se pose alors : qu'est le coût de la résilience ? Comment les travailleur·euse·s du sexe et les individus qui s'identifient comme LGBTI paient ce coût ?

Sous ce thème, les participants ont discuté et examiné des sujets possibles qui se rapportent sur l'élaboration une réponse africaine à la violence et sur comment donner la priorité à la pratique de l'auto-prise en charge durable dans l'activisme et la manière dont nous construisons nos mouvements. Les panélistes ont délibéré sur les expériences de violence et appris des modèles et des stratégies possibles de résolution/atténuation qui facilitent la réparation à long terme et la justice réparatrice à la forme de violence nommée. La soumission de résumés traitant de divers

problèmes de sécurité et de réponses viables dans des contextes d'urgence, médicaux et culturels est encouragée.

C. DE L'ARGENT, DU POUVOIR ET DE LA JUSTICE

Les mouvements exigent du soutien afin de continuer le travail. Bien que le soutien financier est apparemment disponible, il existe toujours un besoin des réponses cruciales aux questions se rapportant sur le pouvoir et les moyens dans lesquels il se manifeste notamment en offrant et en obtenant des ressources, en matière d'accès, de redevabilité, d'impact ou de son absence. Sous ce thème, les panélistes ont discuté et proposé des stratégies possibles sur la dynamique de financement, la transparence à plusieurs niveaux et la responsabilité. Les participants ont également exploré la socio-économie de nos luttes et ce que cela signifie en termes d'attentes et d'organisation. Les panélistes ont partagé une stratégie possible sur les moyens durables de s'organiser et d'autres ressources viables qui sont indépendantes du financement des donateurs en particulier en ce qui concerne les organisations de base et le mouvement des jeunes.

D. DE LA RUE AU TRIBUNAL

Est-il nécessaire de remettre en question nos stratégies juridiques existantes? S'interroger si la reconnaissance, la décriminalisation et la protection sont des objectifs holistiques? Est-ce que ces objectifs aboutissent finalement à une culture continue de normes perpétuées et font partie d'une élite reconnue, c'est-à-dire cis et hétéro-normativité, ou cherchons-nous à perturber et à transformer le système? En fin de compte, à quoi pourraient ressembler les stratégies « justes » ?

Les panélistes ont discuté d'un domaine sous-thématique de la documentation, de la recherche et de l'information qui se rapportait à l'élaboration de stratégies axées sur la communauté, fondées sur des données probantes et des diverses dynamiques qui s'y rattachent. Des présentations sur un sous-thème de la réforme juridique, de la liberté et de la dignité ont également été faites. En particulier l'apprentissage partagé sur les objectifs, les moteurs, le calendrier et les transitions dans les stratégies de contentieux, la réclamation des valeurs traditionnelles, la législation du travail, la migration et la construction d'alliances.

E. DE NOS CORPS AFRICAINS : AUTONOMIE, DIVERSITÉ ET AUTODETERMINATION

Considérant les environnements hostiles et d'autres facteurs qui rendent nos communautés vulnérables au VIH, la surveillance de la sexualité et du plaisir et les violations de notre santé sexuelle et de nos droits sexuels restent pertinentes et nécessitent des discussions et une stratégie.

Ce thème a été l'occasion de discuter et de partager des apprentissages sur une nouvelle compréhension du sexe, du plaisir, du genre, de la normativité, de l'économie et de l'histoire dans nos mouvements dans le contexte de nos identités africaines. Cela comprenait diverses discussions sur les nouvelles technologies de prévention du VIH et la visibilité des différentes identités dans le VIH. Ce thème comprenait également un troisième sous-thème: cultiver la santé reproductive et les droits centrés sur les personnes, explorer le rôle du domaine médical dans les violations des droits de l'homme, les compétences spécifiques des communautés dans le domaine médical et aborder les défis.

Nous sommes reconnaissants envers tous nos partenaires qui ont rendu la réunion possible grâce à leur soutien. Aussi, à toutes les personnes qui ont délibérément mis de côté du temps, de l'énergie et de la passion pour participer au CTC8 sont célébrées comme les moteurs de ce qui fut une 6^{ème} conférence CTC8 réussie.

Bien qu'il y ait une utilité de rapports de conférence traditionnels, à UHAI, nous croyons que les histoires et les expériences des militant·e·s LGBTQ et travailleur·se·s du sexe résilient·e·s et inspirant·e·s partagées au cours de la CTC8 cette année étaient mieux racontées à travers les yeux de quelqu'un·e qui y a participé.

UN CONTE D'UNE NOVICE DE LA CFCS

Quand Kevin Mwachiro m'a appelé un matin ensoleillé en juin pour me demander de l'aider à documenter une conférence des personnes LGBTIQ, j'étais heureuse. J'avais rencontré, pendant une période très courte, uniquement une seule personne, selon la rumeur, qui était queer. J'allais participer à une conférence pleine des personnes queer. Une conférence queer, en d'autres termes. Rien, m'empêcherait d'y aller, j'ai dit à ma famille.

Je suis arrivée deux heures plus tôt au point de rencontre où nous prenions un bus vers un lieu anonyme. Queer, j'ai pensé. J'ai regardé autour de moi, je ne m'attendais pas à un visage familier – et j'ai vu un homme grand et mince avec un bagage à main, debout à côté d'un poteau. On dirait que quelque chose était écrite sur mon visage. Salut, il a dit en me tendant la main, Vinck était son nom. Je suis sûr que vous vous rendez à la rencontre de Naivasha, demanda-t-il. J'ai répondu par l'affirmative et je me suis présentée, Dali. Hmm, elles sont accueillantes. Je l'ai regardé de bas en haut à deux reprises. Franchement, je ne sais pas ce que je cherchais.

Je reconnais une personne de classe quand je la vois. Est-ce un foulard que vous faites ? Lorna posa la question. J'aime le tricotage. Et ainsi commença une conversation avec Lorna sur leur partie du monde. Après Naivasha, le bus a tourné à gauche sur une route sinueuse sur les collines. OK, je sais où nous allons.

Un zèbre mâchait béatement des herbes à l'extérieur de la tente hébergeant les séances plénières. Il y avait au moins 200 personnes ordinaires – noires, blanches, brunes, grandes, trapues, extra-minces, XXL, voluptueuses, poilues, aux cheveux crépus, tressés, belles – dans la tente massive, à la couleur d'argent crémeux. Elles portaient des vêtements ordinaires et des chaussures ordinaires – les sandales ouvertes, Gucci, les talons de cinq pouces, – parlant des langues que je maîtrisais – anglais, swahili, français. Je ne maîtrise pas l'arabe et l'espagnol. Elles parlaient ces langues également. Tout s'est déroulé selon le plan. La gamme des sujets et des activités a été aussi large, et c'était intéressant. Trois jours de raconter des expériences honteuses que l'on a souffert pour être on est. Séances de yoga. Des débats intenses et académiques. Ateliers pratiques. Lorna a payé pour le foulard. Être plus malins que les persécuteurs. Petit-déjeuner de travail. Partager la douleur et le rire. J'ai bien aimé le jeu. Des projets pour redonner l'espoir à ceux qui ont été dépassés. Café et thé avec des friandises sucrées. Séances de rencontres rapides avec les bailleurs de fonds Belle Ankara et autres babioles en vente. Des personnes normales qui façonnent leur avenir. Se renseigner sur mes droits. Vous ai-je dit que j'étais à la recherche de la signification de queer?

Dali Mwogere - 2^{ème} rapporteuse de la conférence

JOURNEE I
MERCREDI LE 14
JUN 2017



Mot d'ouverture et présentations

Wanja Muguongo, Directrice exécutive d'UHAI, était formidable au cours de la cérémonie d'ouverture. Pétilante comme toujours, elle a chaleureusement souhaité la bienvenue à près de 200 participant-e-s, de la sixième édition de la Conférence CFCS. Elle a décrit la réunion comme la sixième occasion de convoquer les activistes à travers le continent africain, les alliés et les bailleurs de fonds afin que des décisions importantes qui ont un impact soient prises conjointement.

Il s'agissait de la plus grande rencontre qu'UHAI ait organisée jusqu'ici, réunissant des participant-e-s de cinq régions du continent dont les îles et représentant 37 pays. Présents parmi eux-elles étaient les partenaires financiers des 35 agences donatrices. J'avais assisté à la toute première réunion CFCS en 2007, qui s'est tenue à Nairobi et impliqué des militant-e-s de la région de l'Afrique de l'Est et les bailleurs de fonds. Le parcours de la CFCS est impressionnant ! Je ressentais une vive émotion quand je suis entrée dans cette grande tente blanche et j'étais touchée par la taille qu'avait atteinte ce rassemblement. J'avoue que j'avais quelques larmes mais j'étais remplie de fierté grâce à la croissance impressionnante qu'avait atteinte ce mouvement. Je me sentais à l'aise et entourée avec les personnes qui m'étaient chères. Maintenant, retournons au discours d'ouverture de Wanja. Wanja a passé en revue l'histoire et a décrit quelques-unes des choses étonnantes qui ont suivi ces espaces. La deuxième édition de la CFCS en 2009 s'est passée à un moment où quelqu'un avait découvert que le fameux projet de loi contre l'homosexualité était en cours de rédaction en Ouganda. A cette époque, personne ne savait ce qui se passerait une fois que le projet de loi a été

déposé au Parlement. Ainsi est née la Coalition de la société civile ougandaise qui a combattu le projet de loi qui était devenu une loi et l'a fait annulée. Il y avait aussi *Africa Queer Youth Initiative* (AYQI) qui a été créée à partir de la cinquième édition de la CFCS en 2015.

Wanja était passionnée en soulignant qu'UHAI est un fonds activiste autochtone dont le but est de s'assurer que les ressources s'orientent vers le mouvement est-africain d'une manière qui répond aux besoins des activistes. Elle a dit que les bailleurs de fonds viennent à cet espace et écoutent à ce qui se dit et élaborent leurs stratégies de financement pour répondre aux stratégies des activistes, et c'est pourquoi la pré-conférence des bailleurs de fonds avait eu lieu la veille. D'autres pré-conférences avaient également été convoquées pour traiter des questions particulières qui n'étaient pas nécessairement prises en compte par la conférence principale, mais qui étaient importantes pour le mouvement. Elle a noté tous les travaux de pré-conférence ont contribué au thème de la rencontre de cette année, « Bâtir une résistance juste : Nos luttes, nos progrès. » Wanja a remercié le groupe de travail dirigé par des pairs qui a conceptualisé et planifié la conférence, les bailleurs de fonds et les partenaires pour leur soutien et le Conseil d'administration et le personnel d'UHAI, qui ont travaillé sans relâche pour assurer le succès de la conférence.

« Faisons un bon travail sur ce continent. Si ce n'est pas nous, alors qui? »

Wanja Muguongo

Après l'allocution d'ouverture de Wanja, Roselyn Odoyo, aussi appelée Roxxy, la maîtresse de cérémonie de la conférence a invité Nobhongo Gxolo de **Positive Vibes** (PV) au podium. PV est une organisation namibienne, qui travaille également dans la grande région de l'Afrique australe avec un accent sur le renforcement des capacités. PV gère actuellement les composantes du programme *KP REACHs Key Correspondents (KC) and Rights Evidence Action (REAct)*. Dans ce cadre, PV a formé plusieurs journalistes citoyens comme des correspondant.e-s clé.e-s, dont certains sont membres de la communauté LGBTI et des travailleurs du sexe sur les entrevues, la narration, l'écriture, la photographie et la vidéographie. L'équipe de PV avait un partenariat avec UHAI pour documenter de la conférence et a profité de l'occasion comme une expérience pratique pour les correspondant.e-s clés formés.

Comme mentionné précédemment, il y a trois pré-conférences qui avaient eu lieu. Il s'agit d'une pré-conférence des donateurs hébergée par *Global Philanthropy Project (GPP)*, d'une pré-conférence LBQ coorganisée par la *Coalition des lesbiennes africaines (CAL)* et d'une pré-conférence des jeunes coorganisée par *African Queer Youth Initiative (AQYI)*.

« Hallo, vous allez bien ? J'ai dit bonjour, » a dit Solome. Cette fois, Solome a obtenu un « Oui! » retentissant de tout le monde dans la tente. « Nous sommes habitué.e-s à un discours enflammé et féministe », a-t-elle poursuivi, sa voix vibrante égalait les fleurs géantes sur la jupe Ankara max et une chemise qu'elle portait.

Solome avait participé à la pré-conférence LBQ qui avait eu lieu la veille. Elle a invité Patience et Ruth à lire un résumé de la pré-conférence qu'on appelle, « Nos aspirations pour l'avenir ». Cette déclaration a été lue avec une grande peinture murale qui a servi de toile de fond. La peinture murale a été méticuleusement conçue pendant les deux jours de la pré-conférence.

« Qui sommes-nous ? » Patience a commencé. « Nous sommes féministes lesbiennes africaines radicales qui utilisent le féminisme radical comme notre point de vue politique sur les corps, l'autonomie, l'esprit, les désirs et la sexualité des femmes. Nous sommes résolument engagées aux projets de libération et englober la transformation spirituelle, politique, sociale, culturelle, sexuelle et économique. Nous vivons et travaillons sur le continent africain et nous avons une vision commune d'une Afrique qui embrasse la diversité. »

La déclaration de CAL¹ a exprimé les exigences suivantes :

- **Investissement dans le bien-être** – élaboration d'une trousse d'outils de bien-être, financer le travail du bien-être qui va au-delà d'une compréhension occidentale du bien-être et qui englobe des cadres collectifs autochtones, traditionnels et locaux de soins propres et du bien-être.
- **Financement de nos mouvements et luttes** – Faire appel à des partenaires donateurs pour qu'ils augmentent les ressources financières vers les organisations LBQ en Afrique ; et assurer l'équité entre et parmi les différentes régions et les priorités

¹ <http://www.cal.org.za/2017/07/06/changing-faces-changing-spaces-cfcs-vi-statement-from-the-lesbian-bisexual-and-queer-womens-pre-conference/>

pour les organisations LBQ.

- **Production de connaissances** – l’expérience, l’analyse et les réalités vécues des personnes LBQ doivent être reconnues comme connaissance et il faut faire appel à un changement des modes de production des connaissances.
- **Development du leadership porteur de changement** – On a fait appel aux partenaires de financiers et d’exécution à s’engager dans la création et le financement d’un Institut du leadership africain de féministes lesbiennes comme un moyen d’accroître les mouvements LBQ et, favoriser le leadership porteur de changement.

Après cela c’était la voix de l’avenir, « The African Queer Youth Initiative » (AQYI) qui a émis son appel².

« Nous, jeunes LGBTIQ, avons également identifié les domaines d’action nous permettant d’aborder nos besoins et défis, à savoir :

- Le renforcement des capacités et le soutien aux organisations dirigées par des jeunes, des jeunes LGBTIQ désavantagés et marginalisés et encourager les autres intervenants à comprendre et à intégrer les questions et les solutions de la jeunesse ;
- Mise en réseau entre les jeunes LGBTIQ pour apprendre et partager les meilleures pratiques qui existent déjà dans notre contexte africain ;
- Le financement de programmes et de coûts généraux pour les organisations LGBTIQ dirigées par des jeunes et par les

individus LGBTIQ ;

- Documentation et recherche contextualisées ;
- Accès aux informations favorables et leur diffusion ;
- Mentorat des organisations dirigées par des jeunes LGBTIQ et des jeunes LGBTIQ défavorisés ; et
- Représentation des jeunes et la participation des jeunes LGBTIQ aux processus décisionnels dans les partenariats de jeunes et adultes sains, productifs et durables. »



² <http://www.advocatesforyouth.org/blogs-main/advocates-blog/2818-young-LGBTIQ-statement>

Seance Plénière : Le danger d'une histoire unique

« Il est impossible de parler des histoires uniques sans parler du pouvoir. Des histoires sont aussi définies par comment elles sont racontées, qui les raconte, quand on les raconte, et combien d'histoires sont racontées et qui dépendent du pouvoir. Le pouvoir est la capacité non seulement de raconter l'histoire d'une autre personne, mais de la rendre l'histoire définitive. »

Chimamanda Ngozi Adichie, écrivaine nigériane
(TED Global 2009)

Keval, le Directeur de la [Gay and Lesbian Union in Action \(GALA\)](#), basée à Johannesburg, a animé la session. La séance explore des exemples d'histoires des personnes queer africaines et a tenté d'examiner comment ces histoires sont situées dans le cadre du plaidoyer de nos jours. Les autres panélistes étaient une activiste queer soudanaise ; Amanda, un activiste transgenre d'Ouganda, Achary du Maroc, qui a souligné qu'il était difficile de vivre comme homosexuel en Afrique du Nord et Raphaël du Cameroun, qui a dit que les camerounais transgenres vivaient dans un environnement très hostile.

Le panel a exprimé leurs pensées pour savoir s'il était possible d'être LGBT et africain et ont débattu la façon de créer cet espace pour l'analyse. Les points saillants de cette discussion :

- Personne ne devrait se permettre d'être identifié par une liste de contrôle. Tout le monde devrait réclamer et posséder son espace et choisir d'être ce qu'il veut.
- Être humain, queer et africain sont des catégories de l'identité qui sont mal interprétées et considérées comme mutuellement exclusives. Ces confusions proviennent du fait que les histoires et les récits des personnes queer sont racontés de manières qui ne sont pas propres à la communauté. La communauté devrait réclamer ces espaces sûrs au sujet de leurs histoires et expériences vécues.
- Il est acceptable d'être africain et chrétien, mais ne pas être LGBT et chrétien. Le christianisme n'est pas une religion africaine, mais elle a été acceptée.
- Les langues autochtones africaines n'ont pas une distinction stricte entre les limites entre les sexes. Les africains partagent une histoire commune d'oppression (esclavage, colonialisme) et résilience et cela devient important en revendiquant l'espace queer. Les membres de la communauté devraient repenser leur identité dans leur langue comme militant-e-s. Il est important que les militant-e-s et les chercheur-e-s compilent ces noms qui existent et décolonisent la connaissance qui existe actuellement.
- Violence. La violence à l'égard de l'homosexualité en Afrique est le résultat de l'intégrisme religieux ou culturel. En Ouganda, les enfants sont élevés croyant que l'homosexualité est non africaine et un péché, mais être queer au Maroc n'est

pas nouveau. Le lavage de cerveau contre l'homosexualité commence à un âge précoce.

- La violence contre l'orientation sexuelle et l'identité de genre est également répandue au Cameroun, en Guinée équatoriale et au Gabon et amplifiée davantage par des lois punitives.

L'activiste soudanaise l'a bien résumé lorsque elle a récité ce proverbe africain : « Jusqu'à ce que le lion apprend à chasser, chaque histoire glorifiera le chasseur. » Elle a ajouté, « Nous devrions commencer à choisir l'angle de l'histoire auquel nous voulons mettre l'accent, parler de nos problèmes et proposer des solutions pour eux. En bref, si nous exprimons notre sexualité dans nos propres mots et partageons nos récits aux structures du pouvoir comme le patriarcat nous arroger la puissance à nous-mêmes. Mais nos patriarcat, colonialisme passé et interne sont des facteurs qui rendent toujours impossible de raconter nos histoires librement. »

Seance Plénière : Conversations sur la responsabilité

La session a été animée par l'universitaire et la militante SN Nyeck. et les panélistes étaient : Stéphan du Burkina Faso, Addison Smith de Wellspring Advisors et Namita Tchad d'Astraea. Cette session a analysé la responsabilité et la notion de responsabilité à multiples niveaux et à multiples directions dans le contexte des mouvements de travailleurs du sexe et LGBTIQ en Afrique. Les principaux problèmes qui se présentaient concernaient l'argent, le pouvoir, les transactions, les questions organisationnelles et des problèmes relationnels, c'est-à-dire l'éthique et la création de valeur.

Les panélistes ont convenu que la responsabilité réunissait des partenaires pour décompter les ressources et décider de l'allocation des ressources. La responsabilité se rapporte à la manière dont le changement se passe dans le monde et la façon d'orienter ce changement de façon responsable. La forme dépend de la fonction et organisations doivent être structurées, mais en même temps être conscientes que les modèles destructifs peuvent être répliqués.

Selon Addison, les donateurs et les organisations de base doivent se pencher sur la question d'aller au-delà des individus et de la prestation de services. Qui rend les comptes à qui ? Qui s'assure que les donateurs rendent des comptes lorsqu'ils changent leurs priorités et que les bénéficiaires doivent changer leurs priorités afin de les mettre en conformité avec les exigences des bailleurs de fonds ? Mais en raison des restrictions de financement, les organisations sont contraintes de changer leurs structures. Ce

n'est pas un modèle que les organisations LGBTI devraient adopter ou émuler.

On a fait observer que la vie des militant-e-s était compliquée et que le financement devrait refléter ces complexités, mais le financement crée toujours beaucoup de restrictions. Des organisations militantes ont un rôle à examiner ces changements. Il est nécessaire d'établir la confiance entre toutes les différentes couches de responsabilité en particulier autour des fonds dirigés par des militant-e-s et des fonds publics qui se détachent des mouvements. La responsabilité au sein d'organisations porte sur la gestion, tels que la sélection des membres d'un Conseil consultatif, la prise de décisions, et quand il convient de recueillir des fonds.

S. Nyeck N a déclaré que le défi pour la communauté queer est de comprendre la relation qui accompagne le financement et les bailleurs de fonds doivent aller au-delà de simplement penser au changement qui s'opère. Elle a ajouté que les bailleurs de fonds devraient reconnaître la pertinence de la communauté queer et que malgré leur travail de bureau, ils sont également impliqués dans les aspects émotionnels qui accompagnent le travail.

Des activistes africains ont été encouragés de créer des valeurs qui guident leur travail et de reconnaître la valeur dans le travail qu'ils accomplissent grâce aux ressources disponibles.

Seance Plénière : Réforme ou Révolution

Il y avait un commentaire sur notre page qui disait « Nous n'avons pas de problème avec vous les gars (les homosexuels) mais ne dites pas vous êtes soudanais. »

Activiste soudanais

Animée par Kholoud une militante à long terme, qui travaille dans les domaines de l'égalité des sexes et de la sécurité, la session de cet après-midi était composée de : un activiste queer du Soudan, Malika de la Côte d'Ivoire, Victor de *Men Against Aids Youth Group* (MAAYGO) et Michael de *Initiative for Equality and Non-Discrimination* (INEND) au Kenya.

Les fondamentalismes politiques, religieux et culturels affectent la façon dont la sexualité est considérée. Mais les réformateurs-trices et révolutionnaires font leur mieux pour changer cela. Le panel a examiné des moyens par lesquels leurs organisations respectives repensent et redéfinissent la façon dont elles travaillent pour apporter des changements.

Michael a donné une belle citation, « On dit que les réformateurs-trices veulent un changement de façon progressive, tandis que les révolutionnaires le veulent instantanément ». Il a souligné que son organisation a choisi de travailler avec les opérateurs de taxis-motos communément appelés *boda boda* dans la ville côtière de Mombasa. Les *boda boda* sont largement

utilisés par le public, y compris les membres de la communauté. Cependant, ce sont les opérateurs de ces boda boda qui finissent par connaître assez intimement la vie des membres de la communauté. Les sensibiliser sur les questions LGBTI est un moyen d'assurer la sécurité des membres de la communauté.

En 2014, le bureau de Kisumu de MAAYGO a été perquisitionné par la police qui pensait que l'organisation « recrutait » la jeunesse. Malgré les arrestations et la confiscation des biens, MAAYGO a pu transformer cet incident en occasion qui a abouti par la suite au partenaire avec les agents de maintien de l'ordre. Ils ont réussi à sensibiliser la police sur la santé publique plus encore, sur le VIH et sa propagation et finalement ils ont sensibilisé les fonctionnaires locaux. Victor a fait remarquer que la « beauté » de travailler avec la police est qu'une fois formé et sensibilisé aux droits divers, les policiers utilisent leurs nouvelles compétences dans les zones où ils sont affectés pour travailler. Cela a apporté un changement progressif au sein des forces de l'ordre dans la manière dont elles perçoivent la sexualité et les droits humains.

Malika a fait observer que pendant longtemps, il n'y avait aucune organisation des personnes transgenres en Côte d'Ivoire, mais qu'il y avait une population énorme des personnes au genre non conforme. Réalisant cela, Malika a dit qu'elle a adopté le mode de la révolution. Elle a lancé un mouvement pour apporter le changement qui permettrait de maintenir les homosexuels et les personnes transgenres vivants. Malika a souligné qu'elle a utilisé les ressources qui étaient à sa disposition, la communauté gaie existante, mais dans le but de tendre la main à la communauté trans et de travailler pour elle. Elle a mobilisé des ressources

et cherché des moyens d'obtenir les services de professionnels de la santé tels que des psychologues. Elle s'est approchée des organisations avec les questions de genre qu'elle avait et a trouvé un partenaire en Astraea. C'est grâce à ce partenariat qu'elle a pu recueillir les ressources nécessaires pour mobiliser plus de gens, recevoir et diffuser des informations correctes sur la communauté trans. En tant qu'organisation, ils se concentrent sur la création de partenariats solides autour d'eux. Malika a demandé, « Où devrait s'orienter une personne lorsqu'elle est rejetée par sa famille en raison de son orientation sexuelle ? » Soulignant qu'il faut être un-e révolutionnaire pour survivre le rejet par un proche. Sa conclusion ? « Vous ne pouvez pas réformer un système qui n'accepte pas qui vous êtes. »

L'activiste soudanaise a partagé une vidéo de clips divers sur la perception de l'homosexualité par les médias du Moyen-Orient. Elle a souligné que travailler avec les médias alternatifs a été une révolution, parce qu'il est difficile de travailler ou de réformer un système qui n'accepte pas qui vous êtes. Elle a conseillé les militant-e-s de travailler avec les systèmes qui reconnaissent l'existence de groupes d'activistes.

Les réactions des participant-e-s ont fait réfléchir. Un-e militant-e de l'Algérie a déclaré que les médias avaient publié un rapport sur le rôle des médias dans la provocation de la haine. La violence émanant de la communauté était choquante ! Un-e autre participant-e a mentionné qu'un seul programme télévisé négatif pourrait anéantir le travail de sensibilisation de toute une année. Un-e militant-e du Togo a déclaré que leurs membres trans ont été arrêtés une fois et lorsque le mouvement les a fait

libérer, ils ont raconté comment ils ont été insultés par la police toute la nuit.

Quelles solutions alternatives sont disponibles aux activistes étant donné que les médias et la presse dans de nombreux pays africains sont sous le contrôle gouvernemental ? Au Togo, le mouvement a recherché les journalistes favorables qui écrivent sur leurs problèmes de façon positive. Au Soudan, une organisation a organisé deux ateliers pour les membres LGBT afin de les former sur la sécurité personnelle. L'organisation soudanaise a aussi sa plateforme où elle publie des travaux sans identités révélateurs. Heureusement, en Côte d'Ivoire, la communauté peut faire recours au Conseil national de la presse auprès de laquelle elle peut signaler des informations fausses ou négatives parues dans les médias à leur sujet. L'activiste soudanais-e a fait remarquer qu'afin de contrecarrer les histoires négatives, publiées par les médias, les militant-e-s devraient envisager de travailler avec les journalistes progressifs, utiliser des pseudonymes, former à nouveau les journalistes et utiliser des médias alternatifs.

Séance Parallèle : Body Politix

« Comment puis-je travailler dans un pays où le gouvernement me soutient, mais où je ne peux pas parler ? »

Un militant Rwandais trans, Carter

La modératrice de cette session était Rikki rejointe par Maurence de Tanzanie ; Carter du Rwanda ; Karishma du Libéria, Chan de Zambie et Ricki du Zimbabwe.

C'était excitant d'être dans une pièce de militant-e-s trans de tous les coins du continent. En lisant à propos de cette séance, j'attendais avec intérêt de voir, de sentir et d'entendre parler d'un mouvement qui réclame petit à petit sa place au sein du mouvement « queer » plus large. Rikki est une modératrice fantastique et elle avait posé des questions très poignantes et ciblées. Elle a pu s'engager avec chaque panéliste à titre personnel dans une discussion très collective.

Rikki: Comment a évolué le mouvement trans et comment les dirigeant-e-s de ce mouvement abordent cette évolution dans vos pays respectifs ?

Maurence: Il est difficile d'être trans en Tanzanie et j'ai accepté mon genre réel quand j'étais à l'école primaire. La Tanzanie ne permet pas encore les personnes trans de s'identifier en dehors de leur sexe prescrit. Le grand public reconnaît l'existence des lesbiennes et des gays mais non pas des personnes trans. Nous sommes tous vus comme gay. L'environnement est devenu hostile ; cependant, j'ai toujours pu mener mon travail par le biais de mon organisation et partager mon parcours.

Ricki: Le Zimbabwe a besoin de surmonter l'obstacle de l'identité et l'expression de genre au-delà de l'orientation sexuelle. Nous préconisons d'autonomie corporelle. Au sein de la communauté elle-même, nous sommes confronté-e-s à la non-acceptation, accusé-e-s de ne pas être assez mâle ou femelle. Je traduis le gouvernement en justice au niveau de la Cour constitutionnelle pour avoir violé sept de mes droits constitutionnels. Cela contribue à mettre en évidence les questions des personnes transgenres. Je suis également en consultation avec les juges, les avocats et les députés. La stratégie globale est d'introduire le terme transgenre dans la Constitution.

Chan a mentionné qu'ils-elles s'alignent aux autres mouvements, à savoir celui des travailleurs-euses du sexe et celui des usagers de drogues. Ils-elles ont poursuivi cette approche parce que

des lois draconiennes semblables sont appliquées contre ces mouvements. L'objectif est de créer des synergies avec d'autres groupes. The Southern African Trans Forum (APFS) a ouvert son bureau afin que les hommes et les femmes transgenres puissent avoir un espace de dialogue. Il est encourageant d'entendre Chan mentionner que les personnes trans aient été reconnues par la politique nationale de santé de la Zambie. Cela va aider la programmation de leur travail et la résolution des problèmes de santé qui affectent la communauté. Cependant, il n'y a aucun changement au niveau du ministère de l'intérieur en ce qui concerne son traitement des cas de violence infligée à la communauté.

Carter a souligné qu'au Rwanda parce qu'ils ne sont pas autorisés à s'inscrire comme une organisation LGBTI, ils se sont enregistrés comme groupes travaillant avec un public ciblé, par exemple, les jeunes, les femmes, etc. Le matriarcat contrairement à d'autres pays dans le monde est un défi qu'ils ont à surmonter.

Rikki: Sommes-nous entrain d'éliminer l'hétéro-normativité au sein de notre mouvement ? La diversité est-elle acceptée au sein du mouvement trans ?

Karishma: Les femmes trans au Libéria ne peuvent pas accéder aux hormones, et pire encore, nous avons un accès limité à l'éducation. Les défis se présentent au niveau de l'accès aux espaces trans, même si vous n'avez pas accès aux hormones ou si vous n'avez pas subi la transition.

Ricki: Pas toutes les personnes trans veulent la transition au

niveau médical ou autrement. La transition ³ est une question très sensible au sein de la communauté trans, et il s'agit d'un débat qui revient sans cesse. Comment on choisit de se représenter soi-même se résume à l'autonomie corporelle. L'autonomie corporelle et ce que l'on veut faire de son corps est une décision personnelle. La majorité des personnes trans ne peuvent payer le loyer en plus de vouloir acheter la perruque ou les talons les plus récents. Nous avons différentes formes et tailles, couleurs et même tailles de chaussures ! Cela ne devrait pas nous distraire de l'identité réelle de la personne. Tout cela se résume au respect et à s'accepter les uns les autres.

Comment nous négocions les espaces trans ? Comment une femme trans qui ne ressemble pas à une femme trans prendra la parole devant la société comme une femme trans ? Il s'agit d'un problème énorme qui nécessite davantage de discussion. Nous devons décoloniser de ce que signifie être un homme trans ou une femme trans.

Chan: Je voudrais commencer par dire que je suis une trans féministe et pas une féministe. Je dis cela parce que le féminisme moderne en particulier le féminisme africain n'a rien à nous offrir. Mais comme une personne transsexuelle, je pense plus sur l'égalité parce qu'elle célèbre l'identité réelle de la personne.

Maurence: Permettez-moi de m'éloigner du sujet de votre question parce que j'aimerais partager quelque chose. Il y a quelques années en Tanzanie, avant le commencement du mouvement trans nous travaillions avec d'autres organisations des homosexuels et des lesbiennes, et nous réalisions des progrès. Des déclarations récentes du gouvernement ont rendu notre travail trop difficile. Les parents ont même peur d'accompagner leurs enfants s'ils décidaient de se dévoiler. Nous sommes réduits au silence parce que nous craignons ce que le gouvernement fera de nous. Donc, nous avons décidé de suspendre nos diverses activités et surveiller étroitement le gouvernement. Je veux dire que même les centres de santé qui ont été nos alliés ont été fermés.

J'ai du mentir à l'aéroport pour venir ici. Le passeport m'identifie toujours comme un homme ; Nous sommes prudent·e·s en ce qui concerne nos mouvements.

³ La transition - veut dire la capacité d'une personne transgenre de vivre sa vie quotidienne sans que les autres fassent une hypothèse sur le fait qu'elle transgenre. (Source: <https://www.glaad.org/reference/transgender>)

Déclaration de Maurence était saisissante. La Tanzanie qui est juste à côté de Kenya a fait reculer tout les progrès réalisés dans l'espace civil et des droits humains. Les propos de Maurence étaient un rappel qu'il y avait encore du travail à faire.

Les participants ont posé des questions concernant l'efficacité de travailler non seulement avec les politiciens, mais aussi avec l'ensemble de la communauté, l'apparition d'authentique solidarité au sein du mouvement, la structure de la révolution de l'égalité des sexes. Y a-t-il un agenda au-delà l'autonomie du corps pour le mouvement trans ?

- Ricki a souligné qu'il est important pour le mouvement trans de fixer son agenda en dehors des autres populations clés parce que cela conduirait à une stigmatisation supplémentaire du mouvement. Elle a souligné que les questions trans vont au-delà de l'orientation sexuelle.
- Au Libéria, le mouvement travaille avec des avocats sur des litiges et explore des moyens de s'engager avec les politiciens. Ils utilisent également l'approche du Fonds mondial où ils préconisent l'accès aux services de santé pour tous les citoyens. Travailler avec les forces de l'ordre dès le niveau de l'académie, est une autre stratégie qui est utilisée.
- Chan a souligné que nous sommes dans une révolution. En félicitant le mouvement trans du continent qui a environ dix ans et être en mesure de se rencontrer dans des espaces comme la CFCS n'est pas une petite avancée. Une solidarité véritable n'arrête pas à ce qui est acquis, mais plutôt il s'agit l'évolution de la société. Le mouvement devrait ajouter de la valeur dans chaque contexte respectif. Pour qu'une solidarité

authentique soit atteinte, les mouvements doivent reconnaître les batailles des uns et des autres et apprendre des uns des autres. #MICDROP

Atelier: Documentation communautaire

Organisé par *Positive Vibes*, cet atelier a offert des leçons très enrichissantes pour toutes les personnes présentes. J'ai été impressionné par la façon dont tous les membres de Positive Vibes ont été chargés de présenter un domaine d'apprentissage au cours de l'atelier. Un esprit d'équipe formidable !

L'importance de la documentation a été formulée comme suit :

- Apporter des preuves
- Offrir un accès au financement
- Assurer la guérison et la thérapie
- Fournir des données pour l'élaboration de stratégies
- Offrir de la crédibilité

Ils ont également mis en évidence les quatre processus de base de la documentation :

- Collecter de données qui peuvent être qualitatives au moyen d'entrevues ;
- Organiser les données et examiner la signification des données recueillies ;
- Analyse des données ; et
- La diffusion de données et le plaidoyer. Utiliser et partager les données.

JOURNEE II
JEUDI 15
JUIN 2017



Si la première journée était une indication des choses à venir, la deuxième journée allait être une autre occasion de mener des conversations intéressantes et stimulantes. La conférence avançait à son rythme, et les participants devaient s’y habituer.

Seance Pleniere : Stick and Stones

Un activiste nigérian, Otibho a été le modérateur de cette session, rejoint par : un militant éthiopien, Edinedi du Togo, un-e militant-e de Zanzibar, Amaka du Nigéria, Kholoud d’Egypte ; Daisy de l’Ouganda et Star du Burundi. C’était le plus grand panel lors de la réunion, et il a exploré les environnements hostiles dans lesquels ils évoluent.

Otibho a commencé en affirmant que les gouvernements du continent utilisent davantage d’outils d’oppression qui sont en grande partie administratifs et législatifs, ce qui limite l’espace pour s’organiser et travailler. Les réactions du panel étaient les suivantes :-

- Les gouvernements sont soit les propriétaires des médias ou ont restreint la propriété des médias privés ce qui rend difficile la diffusion des informations.
- L’accès à l’internet est maintenant fréquemment interrompu, a fortiori en Éthiopie. L’internet est crucial pour atteindre les populations clés dans des pays hostiles.
- Les médias sont inondés d’informations négatives sur l’homosexualité, les lesbiennes et les travailleurs du sexe, dans certains pays, ils ont anéanti les gains réalisés en matière de sensibilisation des collectivités sur les questions LGBTQI.

- En Éthiopie, il y a répression croissante des hommes homosexuels en particulier ainsi que des arrestations arbitraires en cours afin d’instiller la peur au sein de la communauté et au sein du mouvement LGBTI.
- Les jeunes LGBTI au Togo se voient refuser l’accès à leurs certificats de naissance par leurs membres de famille et donc ils ne peuvent pas obtenir des documents personnels.
- En Éthiopie, la communauté LGBTI reçoit des soins de santé en ligne. Elle a un-e agent-e de santé en ligne, qui est consulté-e virtuellement. Les membres LGBTQI envoient des photos en ligne, et l’agent-e de santé les utilise pour analyse et prescription d’un traitement.
- L’organisation Uganda Network of Sex Workers’ Organisation (UNSWO) a établi un partenariat fructueux avec les avocat-e-s, surtout des avocat-e-s de droits humains, pour faire pression de sorte que les lois restrictives soient abrogées ou que des nouvelles lois progressistes soient promulguées. UNSWO utilise la santé comme point d’entrée pour discuter des questions de droits, de sécurité et de protection. Elle siège maintenant à plusieurs conseils de départements du ministère de la santé tels que la Commission ougandaise de lutte contre le sida et travaille aujourd’hui avec la police, qui a intégré la dimension des droits humains dans ses travaux.
- Au Nigeria, la loi ne pénalise pas le travail du sexe mais ceux-celles qui bénéficient des revenus du travail du sexe. L’association des travailleurs-euses du sexe autonomise les membres de la communauté en leur disant de résister la police et de ne pas avoir peur d’elle. Elle a également sensibilisé les policiers sur les droits des travailleurs-euses du sexe.
- La répression des homosexuels (y compris les étrangers) en

Tanzanie a atteint des niveaux sans précédent dans les trois dernières années. Pas seulement eux, les femmes et les réseaux de genre sont étiquetés comme des organisations lesbiennes, et la peur a été inculquée partout. Le mouvement LGBT s'est réuni et a tenu des discussions avec les ministres de la santé et des affaires constitutionnelles et juridiques, et le harcèlement a réduit.

- Le Burundi et l'Éthiopie ont des lois restrictives qui limitent l'accès au financement en provenance de l'étranger; cela a réduit le travail de la société civile.
- Au Togo, beaucoup de parents ont rejeté leurs enfants quand ils ont découvert leur orientation sexuelle. Les activistes organisent diverses campagnes de sensibilisation du public visant à changer l'attitude du public. Certains projets impliquent même les ministères de la santé et de la justice du pays. Les groupes au Togo travaillent avec les autorités pénitentielles, les groupes de jeunes et de femmes qui ont adopté une approche d'autonomisation plus large.
- L'Égypte est toujours en retard de plusieurs années. Même envoyer un tweet ou écrire au sujet de votre expérience peut vous valoir une peine d'emprisonnement. L'internet est le seul espace que les militant-e-s disposent, qui est utilisé d'une manière qui contourne la surveillance et la censure du gouvernement.

Il était évident que les militant-e-s deviennent de plus en plus créatif-ive-s et innovant-e-s lorsqu'ils-elles travaillent dans des pays qui sont hostiles et restrictifs vers les minorités sexuelles et de genre et les mouvements de travailleurs-euses du sexe. Étonnamment, il y a eu des gains considérables au sein ou autour de ces mêmes gouvernements qui sont restrictifs.

Seance Plenièrè : HAKI- Les clés de litiges aux portes législatives

Les mouvements sociaux existent sous diverses formes mais ils sont liés par les enjeux qui les préoccupent. Les mouvements sociaux et la loi peuvent-ils être utilisés comme outils pour le changement social ? Les militant-e-s du continent ont montré comment il est possible de briser les barrières. Les faits saillants de cette conversation :

- L'Ile Maurice - les homosexuels dans le pays n'étaient pas autorisés à donner leur sang, et ce n'était qu'en 2012 que cette pratique a été contestée devant la Cour. *Young Queer Alliance* a mené cette affaire, qui était devant la Cour pendant deux ans. Cette organisation a également porté cette affaire à l'attention du public. Deux mois seulement après que le mouvement ait été fondé, la Commission sur l'égalité des chances du pays a reconnu que leur droit leur avait été refusé et qu'ils pourraient donner du sang.
- Ouganda - malgré l'homophobie intense qui prévaut dans le pays, les militant-e-s ougandais ont réuni 50 organisations ordinaires et queer pour réclamer en justice leurs droits avec un succès remarquable. Les avocats et la communauté dans cette coalition ont connu plusieurs succès en 2009 et en 2014. L'annulation de la loi anti-homosexualité par la Cour suprême a été une victoire dont la joie a été ressentie à travers le monde.
- Tanzanie - les militant-e-s, se sont plaint-e-s de la rareté des avocat-e-s défenseur-e-s des droits humains dans le pays ; seulement trois avocat-e-s travaillaient avec des populations clés.

- Les questions qui ont été posées au cours de cette séance plénière étaient pertinentes à la situation sur le continent :
 - ▶ Quand, comment et quoi doivent plaider les mouvements ?
 - ▶ Quelle capacité est nécessaire pour décider de faire recours à la justice ? Quel est l'impact des règlements à l'amiable ?
 - ▶ En cas de violation des droits individuels, cela devient-il un agenda pour le mouvement ou ça devrait être une affaire personnelle ?
 - ▶ Les mouvements sont-ils assez forts pour éviter les situations qui requièrent des litiges ?
 - ▶ Les mouvements devraient-ils dépenser les fonds sur les litiges en premier lieu ?
 - ▶ Que voulons-nous dire quand nous disons qu'une stratégie a été couronnée de succès ?

Les réactions du panel étaient les suivantes :-

- La loi est le moteur du changement social, pourtant beaucoup de gens la comparent aussi aux problèmes. Plaider pour les droits humains a ses avantages : il traduit et reconnaît les intérêts des individus et des collectivités.
- Le litige n'est pas une question d'embaucher un-e avocat-e et de se précipiter vers la Cour. C'est un processus dans lequel vous investissez, dont la durée ne peut être déterminée. Une affaire doit être construite qui peut aboutir à une conclusion logique ou se terminer à ce point.
- Les avocats peuvent avoir leur propre agenda politique et les bailleurs de fonds ont leurs intérêts aussi. S'assurer que les intérêts du mouvement ou encore de l'individu soient à l'avant-garde. C'est particulièrement le cas dans les cas de

discrimination et de violence où le châtement livré n'est pas dans l'intérêt des individus qui se mettent en danger dans un souci du bien public.

- Transformer le cas en litige d'intérêt public permet de protéger et de faire respecter les droits humains.
- Il existe d'énormes différences dans les litiges entre les pays anglophones et francophones. Les mouvements ont besoin d'équilibrer les avantages et les désavantages de faire recours aux tribunaux. Les litiges stratégiques parfois empêchent les autres actions, avec des conséquences négatives sur ce qui se passe à l'intérieur de la Cour. Les litiges peuvent mettre fin à une cause si l'affaire est perdue, ce qui va créer un dangereux précédent.
- Les bailleurs de fonds ont déclaré qu'il y avait des limites quant à la quantité et la durée du soutien apportés aux litiges, mais cela ne doit pas dissuader les militant-e-s de solliciter l'appui.
- Le litige devrait faire partie des demandes transitoires, mais pas un substitut à notre activisme. Les mouvements devraient équilibrer les litiges, la mobilisation, l'activisme et le plaidoyer (n'oubliez pas d'impliquer les médias pour plus d'impact). L'ensemble de la communauté devrait savoir pourquoi nous sommes en litige et que les réalisations seront bénéfiques à tous.
- Les réformes institutionnelles et le changement structural de systèmes sont nécessaires sur le continent ; cela aidera à faire pression pour le changement. Dans le cas contraire, nous ne devrions pas trop attendre des tribunaux étant donné le contexte en Afrique.
- En Afrique du Sud, la bataille est passée de la Cour, à la salle du Conseil.

Séance Parallèle : Le « I » est réduit au silence : La visibilité des personnes intersexuées dans des expériences d'organisation.

Il s'agissait de la session la plus difficiles à laquelle j'ai assisté à la conférence. Elle n'était pas pour les timides, comme Tom et Delphine de *Support Initiative for People with Congenital Disorders* (SIPD) nous ont partagé leur travail en Ouganda. Ils ont partagé les histoires et les photos déchirantes des personnes intersexuées et les défis auxquels sont confrontés les individus et leurs familles.

« Lorsqu'un enfant naît parfois même une mère ne peut pas dire si son enfant est un garçon ou une fille. Ainsi, nos conseils aux parents sont d'être patients et d'attendre que l'enfant atteigne un âge qui le permet de décider le sexe qu'il préfère. Cependant, certains cas exigent des chirurgies médicales d'urgence juste après la naissance pour sauver l'enfant. »

—TOM

Il y avait de soupirs et des exclamations quand Tom a partagé une photo d'un enfant qui a été tué par la mère. Il a souligné que dans certains cas, la mère préfère rentrer à la maison avec cadavre plutôt qu'être blâmée pour la naissance d'un enfant intersexué. Dans certains milieux de la société ougandaise, être né intersexué est une malédiction, et c'est surtout attribué à la mère.

SIPD collabore avec l'Université de Pretoria en Afrique du Sud pour rédiger un projet de loi modèle sur les droits des personnes intersexuées en Afrique qui sera finalement présenté à la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples. Cette loi type fera appel aux gouvernements africains pour recueillir des données sur les personnes intersexuées ; arrêter la chirurgie inutile et leur fournir un soutien en matière de santé.

La situation n'était pas toujours triste les, car SIPD a partagé une récente victoire en Ouganda, où la Loi de 2015 portant enregistrement des personnes reconnaît les personnes intersexuées bien qu'elle utilise le terme hermaphrodite. En outre, la première clinique de consultation pour les personnes intersexuées a été ouverte à Kampala, en avril de cette année.

Il a été souligné qu'il y avait beaucoup d'ignorance en Ouganda sur ce que signifie être intersexué. Les gens confondent souvent l'homosexualité à l'intersexualité. Les critiques du mouvement ont également accusé SIPD de recruter des jeunes dans l'homosexualité. SIPD apporte un soutien financier pour certaines sortes de chirurgie surtout si la vie de l'enfant est en danger.

Delphine a partagé une histoire d'un enfant intersexué appelé William qui est de la ville de Jinja, en Ouganda.

« Je ne suis pas un garçon, et je ne suis pas une fille. Être né avec des caractéristiques sexuelles ambiguës, signifie que les gens vous soumettront à discrimination, et que vous n'avez pas de place dans la société. Apprendre l'intersexualité m'a torturé. La vérité est que je suis un garçon emprisonné dans un corps qui est ambiguë. Cela me fait mal. Certaines personnes me considèrent comme démoniaque. J'ai découvert ma situation quand j'ai commencé la menstruation à l'âge de 15 ans. Je me suis presque évanoui et j'ai choisi de ne pas partager ce qui m'était juste arrivé à personne; tout le monde savait que je sois un garçon. Quand mes parents sont morts, ma marâtre qui probablement ne savait rien de ma situation m'a élevée. La peur de la stigmatisation m'a réduit au silence, et je savais que je commençai une phase difficile de ma vie. Quand je grandissais, la menstruation a continué, j'ai développé des seins et des hanches et ma voix est devenue aiguë. Parfois, je veux être dans une relation, mais je ne sais pas si je devrais chercher un compagnon de sexe féminin ou masculin. Les gens me regardent, et ils me font sentir vide. Je souhaite juste que je n'étais pas né. »

Pour plus d'informations sur leur travail et de SIPD, veuillez visiter :

www.sipduganda.org



Séance Parallèle : Rapports sexuels et plaisir

Modérateur: Khoulood

Il s'agissait de la session la plus dynamique au CFCS. Je suis arrivée vers la fin de la séance et je suis entrée dans une salle remplie de gens qui utilisaient un ventilateur pour prendre de l'air et les gens qui liaient et dont les larmes de joie coulaient sur leurs visages et leurs joues. Les participants ont été invités à écrire leurs fantasmes sexuels à l'anonyme ; ces derniers ont été ensuite jetés dans une boîte qui traversait la pièce. Les participants se sont exprimés librement et l'ambiance dans la salle est devenue animée.

« J'aimerais avoir des rapports sexuels avec un homme Maasai dans la vallée du Rift, lorsque les hyènes nous regardent. »

« Parler vulgairement quand j'ai des rapports sexuels avec mon mari qui va me taper dur sur les fesses. »

« M'asseoir dans une salle entrain de regarder un groupe de personnes ayant des rapports sexuels. »

« Regarder un groupe de femmes dans une salle qui se donnent mutuellement du plaisir. »

« Me froter contre les parties génitales d'un homme trans. »

Les participant-e-s ont été invité-e-s à ne pas s'inhiber et se découvrir eux-elles-mêmes et leurs désirs, et lorsqu'ils-elles sont sorti-e-s de la salle, je pourrais dire que cette session avait offert une « belle expérience.»

Seances De Rencontres Rapides Avec Les Bailleurs De Fonds

Ce fut l'occasion pour les militant-e-s d'avoir des conversations franches avec les donateurs présents à la conférence. Ces séances ont été ventilées pour couvrir des thèmes variés :

- **Individus intersexués, trans et au genre non conforme**

Donateurs présents : The International Trans Fund; Mama Cash; UHA; The Other Foundation (TOF); COC Netherlands; American Jewish World Service (AJWS) et ASTREA. Les donateurs ont fourni des informations sur leurs organisations et le type de financement qu'ils offrent.

Les organisations d'activistes suivantes, *Gay and Lesbian Association of Liberia ; Rainbow Rights Uganda, IRANTI d'Afrique du Sud, Transgender Network of Liberia, Friends of Rainka (Zambie)* ont posé des questions sur les sujets suivants: la mobilisation de base et le soutien disponible, assurer la responsabilité pour les fonds, l'inclusion des communautés qui ne relèvent pas de l'espace numérique et l'accès aux fonds et les critères de financement.

Les donateurs ont reconnu que le processus de collecte de fonds était difficile et que leurs organisations recevaient de nombreuses demandes. Les demandes retenues qui répondent aux critères de financement et relèvent de domaines prioritaires ont de bonnes chances de recevoir du financement. AJWS a un fonds commun de 5,5 millions \$ qui appuie le travail de trans dans les pays dans lesquels l'organisation travaille. International Trans Fund émettra deux appels en 2017, soit août et vers la fin de l'année.

- **Dépénalisation - Litiges stratégiques**

Donateurs présents : UHAI; Global Equality Fund (GEF); Hivos; Arcus Foundation et un donateur anonyme. Les donateurs ont fourni des informations sur leurs organisations et le type de financement qu'ils offrent.

Les organisations militantes suivantes: *Young Queer Alliance* de l'Ile Maurice, *Kisumu Peer Educators* du Kenya ; *Peoples' Matrix Association* du Lesotho, GALCK du Kenya et un-e défenseur-e des droits humains indépendant-e du Nigeria ont posé les questions concernant le soutien aux organisations qui travaillent avec les alliés et à l'extérieur de la structure LBGTI, le support pour les organisations axées sur les arts, le calendrier pour le financement et les plafonds, le travail avec des intermédiaires, la disponibilité de fonds d'urgence et le soutien pour le travail LBGTI au Nigeria.

GEF a indiqué que les organisations avec lesquelles il travaille doivent être dirigées par les membres du mouvement et travailler en collaboration avec les partenaires. Il soutient les arts aussi longtemps qu'ils sont utilisés comme outil pour atteindre des objectifs plus larges en matière de droits humains. Il facilite la création des liens qui peuvent offrir un soutien diplomatique. Il a un appel à propositions ouvert. Il n'a pas de plateforme de litiges stratégiques mais il travaille sur les activités de renforcement des capacités et de renforcement de mouvement qui touchent sur cette question et il dispose d'un fonds d'urgence pour le Nigéria.

La Fondation Arcus a informé les militant-e-s qu'elle offre un financement pour des litiges stratégiques au niveau national et régional et travaille dans des pays où les relations peuvent être construites avec des partenaires/intermédiaires locaux.

Elle avait un appel à propositions ouvert lors de la réunion ; elle examine comment apporter un soutien de base sur plusieurs années et n'offre pas de soutien aux organisations qui reçoivent plus de 20 % des fonds d'exploitation d'un seul donateur.

Le donateur anonyme travaille avec des intermédiaires et non pas directement avec des organisations. Il n'accepte pas les propositions spontanées mais il est heureux de dialoguer et d'examiner comment fournir le support de base pour un financement pluriannuel.

UHAI a souligné qu'elle était un intermédiaire pour plusieurs partenaires de l'Afrique de l'Est et soutenait des efforts de litige via différents canaux de l'organisation et dispose de fonds de soutien de base. Elle a exhorté les militant-e-s à être innovant-e-s et créatif-ive-s dans leurs demandes. Elle n'offre pas de soutien individuel.

Hivos - a un accent thématique sur les arts et la culture, les médias et désire travailler avec les processus et des partenaires communautaires qui sont désireux de travailler ensemble et elle peut fournir un financement jusqu'à cinq ans. Elle désire rassembler les synergies et elle a mis en évidence la possibilité de financement offerte par l'entremise de **The Voice**.

- **Plaidoyer confessionnel**

Donateurs présents : UHAI; Arcus Foundation; Unitarian Universalists Service Committee (UUSC); The Other Foundation (TOF); Global Faith et Justice Project. Les donateurs présents dans cette séance ont fourni des informations sur leurs organisations et le type de financement qu'ils offrent.

Les organisations militantes suivantes: NYARWEK de Kisumu,

Kenya, Initiative for Equality and Non-Discrimination (INEND) du Kenya et AIDS Accountability International d'Afrique du Sud ont posé des questions sur comment les donateurs travaillent avec divers groupes confessionnels, la sûreté et la sécurité, les cycles de financement, le travail avec les chefs traditionnels, le renforcement des capacités et l'appui aux groupes LGBTI qui travaillent avec des chefs religieux et des organisations confessionnelles dirigées par les personnes LBGTI.

La Fondation Arcus – a mentionné qu'elle ne finançait de groupes travaillant avec les groupes confessionnels, sauf s'ils étaient alliés aux groupes LGBTI. Elle renforce les capacités de groupes LGBTI bien que la demande de soutien devrait être soigneusement formulée et pour des raisons stratégiques, la Fondation ne travaille pas avec des responsables culturels. TOF a souligné qu'elle avait une personne religieuse, membre du personnel, qui est favorable à la cause, et qu'elle travaille avec des partenaires religieux qui sont également favorables à la cause. Son approche consiste à profiter de leurs principes humanistes, mettant l'accent sur le principe de l'amour.

UHAI offre un soutien orienté vers les besoins de la collectivité et [exprimés dans] les demandes reçues. UHAI finance le travail de plaidoyer qui cible des organisations confessionnelles et des processus de documentation qui aident à apprendre comment travailler avec les groupes confessionnels. Il y a un appui pour le renforcement des capacités et les organisations peuvent profiter de l'appel aux demandes de subventions par les pairs où elles peuvent exposer leur cas sur leur travail avec les responsables culturels.

UUSC a déclaré que les groupes religieux devraient travailler avec les membres du mouvement. Le travail avec des groupes

culturels actuellement ne rentre pas dans ses objectifs stratégiques. Le travail de l'organisation sur le continent est orienté vers la lutte contre l'homophobie provenant des États-Unis qui cible l'Afrique australe.

Global Faith a encouragé les militant·e·s à explorer les possibilités ou même des discussions avec ILGA et Outright International. Global Interfaith Network est également une ressource précieuse et un partenaire potentiel.

- **Autonomisation des jeunes**

Donateurs présents : AJWS, UHAI, Astraea, Advocates for Youth. Les militant·e·s provenaient de African Queer Youth Initiative, Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights, MAAYGO Kenya, PICTURES Youth Group, Kisumu Peer Educators, Link to Smile, NYARWEK, et MOLI du Burundi.

Les domaines critiques mentionnés étaient le renforcement de capacités et la conception de programmes qui assurent un espace pour les jeunes. On a généralement exprimé l'importance de renforcer les capacités des organisations de jeunesse afin qu'elles puissent définir les défis qu'elles rencontrent pour atteindre leurs objectifs

PICTURE Kenya utilise l'art pour aborder la sexualité. L'art autonomise les jeunes en leur donnant un espace pour qu'ils s'expriment et gagnent un revenu. Ils étaient désireux de savoir quel soutien était disponible. Certaines des organisations présentes ont souligné la nécessité de travailler avec les jeunes LBGTI et les jeunes handicapés.

Pièce Africa Premier of Bisi Alimi: "Africa's Future Has No Space for Stupid Black Men"

« La dépression est si irrespectueuse, tellement harcelante. J'ai confié à un garçon quand j'étais à l'université mon combat contre la dépression depuis mon enfance, et il m'a fait ce regard sérieux. « Les africains ne souffrent pas de dépression », dit-il. « C'est une de ces choses à la mode que les hommes noirs disent pour passer comme sophistiqués comme l'homme blanc, comme être homosexuel, » poursuit-il, pour miner davantage l'authenticité de mon sentiment. Son opinion m'a brisé pour deux raisons. Premièrement, la façon légère par laquelle les êtres humains traitent les uns les autres. Deuxièmement, il était un étudiant de dernière année en sciences sociales. Comment pourrait-il être si stupide ? »

(“EXTRAIT DE AFRICA'S FUTURE HAS NO SPACE FOR STUPID BLACK MEN”)

« Africa's Future » est une histoire écrite par un jeune bisexuel Nigérian du Nord du Nigéria qui raconte les événements qui ont conduit à la mort de son ami gay. Il met en évidence la passion qui existe dans une atmosphère d'amour interdit et aussi la lutte avec le rejet et la dépression. L'histoire a été adaptée pour la scène et fut interprétée par Bisi Alimi à Londres octobre 2016. La pièce a depuis lors été interprétée six fois, mais cette mise en scène a été la première sur le continent.

Dans une interview avec moi suite à la mise en scène, Bisi a admis qu'il était attiré par l'histoire parce qu'il ressentait que l'histoire du personnage principal, était semblable à son propre parcours. Beaucoup ne savent pas que Bisi est un acteur formé. Le fait qu'il s'est dévoilé publiquement, a changé sa vie au Nigeria. Il a été sincère sur le trajet pour se bâtir une vie en exil et sa lutte avec la dépression et ses tentatives de suicide. Il s'agissait de Bisi libéré, et j'apprécie sa franchise et la nudité. Je dois l'admettre, Bisi m'a donné une de mes interviews plus mémorables dans ma carrière de journaliste.

—Kevin

**L'ÉVÉNEMENT
PARALLÈLE**

**CE
CS
VI**

Faits Saillants De L'événement Parallèle Sur La Réunion Du Fonds Lgbti Pour L'Afrique Occidentale Et Centrale

La réunion a été conçue pour les bailleurs de fonds ayant des projets en Afrique de l'Ouest. UHAI et d'autres partenaires sont en train de mettre en place un fonds LGBT de l'Afrique de l'Ouest. Quatre bailleurs de fonds étaient présents à savoir Global Equality Fund, COC Netherlands, AJWS et Arcus Foundation. Les représentant.e-s LGBTI sont venu.e-s du Nigeria, du Libéria, de la Mauritanie, de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Sénégal.

Le Global Equality Fund a indiqué qu'il était heureux et prêt à entamer des conversations avec les différents groupes qui étaient présents à cette réunion.

Nina de COC Netherlands collabore avec les associations LGBTI dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest – Sénégal, Cameroun, Burkina Faso, Ghana et cherchait à comprendre le contexte ouest-africain de façon plus large et à connaître la situation.

En Afrique de l'Ouest, AJWS travaille avec African Queer Youth Network, qui travaille dans plusieurs pays, mais en Afrique de l'Ouest, AJWS travaillait uniquement au Libéria ;

La Fondation Arcus observait les développements autour du Fonds de l'Afrique de l'Ouest et a bien voulu en savoir plus sur les travaux qui seront effectués dans la région.

COC Netherlands appuie le travail de plaidoyer au Sénégal, au Cameroun, au Burkina Faso et au Ghana, en mettant l'accent

sur des lesbiennes et des personnes transgenres. Le bailleur de fonds élabore une stratégie pour étudier comment il peut aider les lesbiennes et les personnes transgenres dans toute la région.

Le programme a été prolongé jusqu'à 2020 dans toute la région. Les donateurs étaient au courant qu'il y avait des ressources limitées destinées à l'Afrique occidentale francophone. Cependant, ils étaient désireux de recevoir des suggestions sur la meilleure façon de travailler dans la région sans exclure n'importe quel groupe. Ils ont affirmé qu'ils ne voudraient pas créer ou imposer des solutions sur la façon dont les groupes ouest-africains s'organisent.

JOURNEE III
VENDREDI LE 16
JUIN 2017



Le soleil de Naivasha éclairait la salle de conférence, l'ambiance était beaucoup plus détendue, le rythme des participants était ralenti. Nous devons procéder directement à des sessions parallèles respectives, les organisateurs-trices planifiant seulement deux sessions plénières pour la journée. Il y avait déjà des rappels de temps de départ pour les quelques malheureux-euses qui devraient se rendre à Nairobi plus tard dans la journée. L'horaire de départ des bus de Naivasha pour la ville a été annoncé. Je me suis dit: il est déjà [temps pour partir]? Nous commençons à s'habituer à avoir «Madoadoa » (j'avais déjà nommé le zèbre résident) mais nous allons bientôt dire au revoir... La fin de la CFCS VI était proche.

Seance Plénière : Un meilleur partenariat UE-Afrique : Amélioration des droits humains et la démocratie, le travail décent de l'éducation

Modératrice de la session : Simona Russo, Conseillère chez **Global Progressive Forum (GPF)**. Elle est rejointe par les panélistes suivants : Enrique Guerrero est un membre de la Commission du développement au Parlement européen et le rapporteur permanent pour l'aide humanitaire. Il travaille aussi sur les questions de gouvernance, de démocratie et de justice sociale. Jean-Danielle est un activiste LGBTI et accompagne les demandeurs d'asile en Belgique. Marie-Ange travaille au sein de Rainbow House. Elle a dit que le mouvement en Afrique n'était pas connu en Belgique, et qu'une importante stratégie de l'organisation serait de rendre ces travaux publics.

Il est intéressant d'apprendre que l'UE est désormais le plus important donateur dans le domaine de la coopération au développement (fournissant près de 60 % de l'aide au développement) et assumant la responsabilité morale après que les États-Unis aient réduit leur contribution de 50 %. Enrique a déclaré qu'il assistait à la CFCS pour écouter au débat, travailler avec le mouvement africain et l'accorder une voix au Parlement européen. La **Semaine Africaine** au Parlement européen se concentrera sur la situation des jeunes en Afrique, et elle va aussi essayer d'influencer la situation vers le sommet UE-Afrique plus tard dans l'année.

Les faits saillants de cette session étaient :-

- Grâce à son expérience et ses études, Rainbow House examinera la coopération avec des universités africaines pour les sensibiliser sur les questions LGBTI afin de changer les mentalités dominantes. Rainbow House pourrait faciliter et trouver un support aux membres LGBTI qui sont persécutés et victimisés. Cependant, les participant-e-s ont demandé des précisions de Rainbow House concernant son soutien aux demandeurs d'asile.
- Les questions des réfugiés, du développement social et de droits humains seront abordées au cours de la Semaine Africaine lors du sommet. Les jeunes queer participant à la conférence exprimeront leur problèmes.
- Les militant-e-s ont remercié l'UE pour son soutien à la communauté LGBTI mais ont souligné qu'il fallait davantage d'aide au Maroc, en Algérie, en Tunisie, au Togo et au Cameroun. Des militant-e-s de la Tunisie et du Maroc ont également remercié la Belgique pour son soutien aux demandeurs d'asile.

- On a estimé que les ONG étrangères qui veulent aider les demandeurs d'asile devraient être validées. Les associations locales dans chaque pays ont des listes de leurs membres et sont généralement conscientes des militant-e-s qui sont en danger.
- Il a été suggéré que le mouvement LGBTI africain devrait documenter et partager ses histoires, à la fois positives et négatives car cela était important pour normaliser le récit du mouvement.

Séance Parallèle : Body Economics

Cette séance animée par Denis de *African Sex Workers Alliance* (ASWA), a examiné la violence et ses différentes formes au sein des environnements des travailleurs-euses du sexe. Les panélistes étaient : Pilot de Botswana, Phelister de Kenya Sex Workers Alliance, Amaka de Nigeria Sex Workers Association et Daisy de Women's Information Network for Human Rights Advocacy en Ouganda. Je ne savais pas que cela allait être la session la plus éclairante, car j'allais être sensibilisée sur le mouvement des travailleurs-euses du sexe.

Denis a commencé avec un fait qui à réfléchir, que les travailleurs-euses du sexe sont susceptibles d'être victimes de diverses formes de violence au cours de leur travail et bénéficient du minimum voire d'aucune protection de la loi.

« Je change constamment de domicile parce que j'ai des problèmes de sécurité. Les gens m'accusent de promouvoir le travail du sexe et d'aider des hommes gais. Ma sécurité est menacée. »

Pilot

« Les matins ils (les clients des travailleurs-euses du sexe) sont des pasteurs, mais dans la nuit, ils sont les clients dans les hôtels ! »

Amaka

Voici les faits saillants de cette conversation : -

- En 2015, 26 travailleurs-euses du sexe ont été tué-e-s dans quatre comtés du Kenya ;
- Les parajuristes au Kenya sont actuellement engagés afin d'enquêter sur les violations contre les travailleurs-euses du sexe ;
- Les acteurs étatiques en Ouganda utilisent la loi anti-pornographique récemment adoptée pour restreindre toute activité de sensibilisation du public autour des droits des travailleurs-euses du sexe malgré ses dispositions vagues.
- Le sensationnalisme du travail du sexe et des travailleurs-euses du sexe au Nigéria a stigmatisé le travail du sexe dans ce pays.
- Les groupes qui défendent les droits de travailleurs-euses du sexe au Nigéria travaillent avec des avocats à l'échelle nationale pour contribuer au plaidoyer. Ils aident également à documenter les actes de violence.
- Un établissement de santé sexuelle botswanais qui cible les hommes a encore du mal à être légalement enregistré, parce que les autorités disent que l'inscription d'une telle organisation favoriserait le travail du sexe;
- Les travailleurs-euses du sexe au Kenya sont formé-e-s sur les questions de droits humains, de sécurité, de documentation de violence et de construction du mouvement. Ils-elles examinent également comment accueillir les travailleurs-euses du sexe qui vivent avec le VIH/sida, trans ou homosexuels;
- Des efforts similaires sont menés en Ouganda. Cependant, les organisations de travailleurs-euses du sexe en Ouganda travaillent avec la police, les médias, les chefs religieux, les propriétaires de bars et d'hôtels et les sensibilisent sur les subtilités du travail du sexe ;
- Les travailleurs-euses du sexe du Kenya ont l'intention d'entamer une procédure de dépénalisation devant la Haute Cour en octobre de cette année ;
- Les activistes travailleurs-euses du sexe encouragent les travailleurs-euses du sexe de signaler les actes de violences perpétrés contre eux-elles. Travailler avec la police et créer de partenariats avec elle sont importants pour créer des zones de sécurité.
- Les travailleurs-euses du sexe en RDC travaillent activement avec les travailleurs-euses du sexe dans les communautés à faible revenu. Ils-elles travaillent également avec les proxénètes et les propriétaires de maisons closes à créer des espaces de travail sécurisés.
- Au Botswana, les « points chauds » ont été identifiés. Ce sont des zones où les travailleurs-euses du sexe travaillent et de nouveaux clients sont exigés de payer à l'avance pour éviter toute escroquerie qui pourrait avoir lieu. Il y a aussi un programme au Botswana qui a réussi à sauver les travailleurs-euses du sexe qui avaient été victimes de la traite en Afrique du Sud ;
- Il est grand temps pour une documentation positive du travail du sexe devrait être encouragée ; et
- Il y avait un appel à examiner comment les militant-e-s au sein du mouvement peuvent obtenir une aide psycho-sociale ; qui aidera à faire face au traumatisme causé par les situations souvent violentes dans lesquelles ils-elles se retrouvent.

Les travailleurs-euses du sexe en tant que militant-e-s adhèrent aux valeurs suivantes :

- Le travail du sexe est un travail ;
- La dépénalisation du travail du sexe ; et
- L'autodétermination et l'auto-organisation de travailleurs-euses du sexe eux-elles-mêmes

« Nous avons besoin d'examiner les structures au sein de notre société qui donnent lieu à la violence sous toutes ses formes diverses. Au cœur même de notre travail de plaidoyer est essentiellement la contestation de l'oppression, l'abus du pouvoir. Il s'agit d'apprendre à être visible et à revendiquer le pouvoir et à travailler avec puissance. La violence et la menace omniprésente de la violence est la façon dont la société punit, contrôle et régleme toutes les personnes pour apporter la conformité et nous avons besoin de le contester. »

Denis

Seance Plénière : Financement dans les zones restrictives

La session a été animée par Wanja Muguongo, Directrice exécutive d'UHAJ. Ont fait partie du panel les représentant-e-s de AJWS; CREA; Global Human Rights Fund et Global Equality Fund. Wanja a expliqué la situation dans laquelle se trouve le mouvement. Le financement, la fermeture et restriction de l'espace pour la société civile sont des termes à la mode. Elle a également mentionné que l'espace a toujours été limité pour ceux-celles qui ont financé les mouvements LGBTI et des travailleurs-euses du sexe. Mais il y a des façons dont les communautés ont contesté l'espace limité. Mais c'est normal. Elle a déclaré que les lois contre l'homosexualité ne sont pas le problème, car ces lois ont eu l'effet inverse de ce qu'elles avaient l'intention de faire. Elles ont au contraire galvanisé les communautés; elles sont encouragées la naissance des mouvements; elles ont jeté la lumière sur certains pays et ont été la raison pour laquelle les gens ont été sous l'impulsion d'utiliser leurs systèmes judiciaires pour résister.

« Je souhaite vivement que nous ayons seulement à faire avec les lois anti homosexualité, qui peuvent être traitées pendant la nuit, pendant notre sommeil et le matin, que nous soumettions ces affaires à la Cour, et que l'on se batte côte-à-côte avec nos alliés, » a dit Wanja. « Mais quand nous combattons des lois contre le financement étranger, qui ne nous permettent pas d'obtenir plus de 10 % de notre financement de l'extérieur de notre pays, si nous combattons des lois qui exigent que chaque chose que nous faisons soit approuvé par un fonctionnaire du

gouvernement, si nous battons des lois qui rendent illégal la formation d'alliances, la lutte devient vraiment difficile. Et c'est à quoi nous avons à faire. »

Note de l'éditeur-trice : En raison de la nature de la discussion, le reste de la discussion ne fera pas partie du présent rapport.

Séance Parallèle : Projet de réconfort

Je ne savais pas à quoi s'attendre de cette session, mais je savais qu'elle allait être différente. Très différente. Je suis une grande admiratrice de AFRA-Kenya et de son travail en matière de soutien par les pairs pour une femme queer ou est-ce *womyn* ? Je m'éloigne du sujet. Alors, munie de mon stylo, je suis entrée dans la salle pour être la rapporteuse. Je suis entrée et l'animatrice et les autres participant-e-s étaient assis-e-s sur le plancher et les chaises poussées contre le mur. C'était différent je me suis dite. Il y avait beaucoup de cartes flash et de feutres. Parce que j'avais repris la coloration récemment ; intérieurement, j'ai fait la danse joyeuse ! J'ai placé mon enregistreur dans le centre du cercle et Immah, la modératrice a fixé les règles. Elle a déclaré aux participant-e-s que tout ce qui sera été partagé restera confidentiel et que c'était un endroit sûr pour tou-te-s. L'enregistreur a été rapidement éteint...

Je ne sais pas ce qui c'est passé pour les autres participant-e-s, mais je suis sortie de cette session entièrement détendue. Je ne m'avais pas rendue compte que les deux derniers jours avaient été intenses. On avait accordé l'occasion d'affronter mes démons, d'être soutenue et de soutenir les autres, j'ai obtenu le meilleur

câlin qu'ai jamais reçu et je me suis sentie aimée. Je me sentais à la maison.

Atelier: Sécurité

Charles travaille au sein de ISHTAR MSM, une des plus anciennes organisations HSH au Kenya. C'est la première clinique gay exclusivement exploitée et gérée par les HSH au Kenya. Ndiye du Mali a sensibilisé les journalistes au Mali sur les questions LGBT et la façon de les signaler. Moses travaille au sein de Spectrum Uganda Initiative, une organisation axée sur la santé et l'action sociale. Vinck représente *le Movement of Men Initiative* (MMI) basé au Kenya. L'initiative fournit des services de santé et droits de l'homme aux hommes bisexuels. Kennedy travaille au sein de NYARWEK dans l'Ouest du Kenya. Fungai a animé cette session.

Tous les panélistes ont mentionné que les membres de la communauté vivaient dans la peur dans leurs pays respectifs. Il a été signalé que le chantage était devenu un enjeu majeur à Nairobi, et qu'il y avait de la crainte constante d'abus physique ou autre de la part des personnes homophobes.

Moses a signalé l'existence d'un numéro sans frais que les membres de la communauté pourraient utiliser pour signaler les incidents de violence. Ceci a permis les gens à se sentir plus en sécurité même capables de dénoncer ces crimes à la police. Spectrum Uganda a noté avec satisfaction que le ministère de la santé et la police ougandaise, utilisent la ligne pour diffuser des informations sur la santé et obtenir des renseignements généraux.

Un harcèlement constant et l'intimidation des sections de la société ont forcé Vink à proposer une solution pour se protéger. Vinck a conçu une application mobile, *Nifuate* (suivez-moi) qui peut être utilisée sur n'importe quel smartphone. L'application permet une personne de partager son emplacement, plus encore lorsqu'on rencontre une personne socialement dans un endroit inconnu. Cet emplacement est partagé avec des amis en cas d'incidents malheureux. Vinck a dit qu'une fois lancée, l'application contribuera significativement à la protection de la communauté contre les extorqueurs ou les individus violents.

Ndiye a formé des journalistes au Mali sur la façon de couvrir les questions LGBTI. Les articles négatifs diffusés par les médias alimentent un sentiment homophobe au sein de la société. Trois jours de formation qui ont abouti à un plan d'action et un changement de perception à l'égard des questions LGBTI ont abouti à une différence dans le reportage de questions LGBTI.

Après avoir hébergé un site Web qui est utilisé pour la déclaration et la documentation des incidents violents à travers le pays, NYARWEK est allé plus loin et a mis en place une ligne téléphonique sans frais. Le site Web, www.utunzi.com génère des rapports lui-même et crée un système d'alerte précoce pour avertir les membres de la communauté des risques sécuritaires dans une région particulière du pays.

Pour confronter les extorqueurs, ISHTAR MSM a l'intention de mettre en place un site Web qui va exposer les détails des

extorqueurs. Ils lancent aussi un moyen novateur de contrecarrer la menace en travaillant avec des extorqueurs « réformés » et en les utilisant pour piéger les escrocs.

Il y avait une deuxième partie à la présente session où Fungai de l'Association for Progressive Communication (APC) et Ivy de Protection International a offert des conseils de sécurité.

Protection International fournit également un cours en ligne sur la protection personnel, et Ivy a encouragé les participant-e-s à envoyer des demandes à l'organisation pour être formé-e-s. Fungai a conseillé les participant-e-s de prendre plus de temps pour comprendre ce que font les développeurs en médias sociaux, qui les détient et comment ils s'associer à leurs plateformes, où les informations sont stockées, pour qui et pourquoi. Les participant-e-s ont été encouragé-e-s de visiter www.securityinabox.org.

Seance Plénière De Cloture : Continuité – Organisations continentales fondée sur l'adhésion

La session a été animée par Joshua. Ses panélistes étaient Sheena de CAL, Irwin de African Queer Youth Initiative, Denis de ASWA, Anthony de Pan-African ILGA (PAI) et Berry de AMSHER. Durant cette session, les participant-e-s ont donné leurs idées sur la pratique de la justice ou l'absence de la justice, et ceci a offert un moment de réflexion personnelle sur la question de savoir si ces organes régionaux et continentaux étaient vraiment en contact avec les organisations de base en Afrique.

Les défis

Les participant-e-s ont convenu qu'il y avait beaucoup d'avantages à avoir des plates-formes continentales qui permettent le mouvement à parler de « une seule voix » et travailler sur les mêmes questions. Néanmoins, ils ont également reconnu que le contexte africain n'était pas homogène et qu'il avait des différences énormes en termes d'idéologie, de disparités géographiques, de contextes sociaux et économiques, de questions de classe, de langue, de priorités, de législation, de représentation et de marginalisation des communautés LGBTQI au sein des pays et dans toutes les régions. Ces questions rendent les efforts d'organiser un mouvement continental difficiles, mais paradoxalement, cette diversité est notre richesse.

Les organisations continentales fournissent une plate-forme pour s'épanouir ensemble et s'asseoir et négocier des positions « unies ». Un mouvement continental fournit du poids, l'identité et la visibilité et le pouvoir politique pour revendiquer des espaces qui ne sont pas encore revendiqués. Il a été estimé à l'unanimité que la lutte contre un ennemi commun pouvait être gagnée. Les activistes queer africain-e-s sont fort-e-s, et la force du mouvement augmentera en fonction du nombre de ses membres. Toutefois, on a fait observer qu'il était crucial d'examiner la qualité des membres et pas seulement se vanter d'un nombre.

Les organisations continentales devraient créer des processus et des systèmes pour assurer une consultation plus large, assurer l'équilibre des différents points de vue et permettre une critique interne de leur travail. Les membres de base devraient être en mesure d'exiger des comptes aux organisations sur l'utilisation

des ressources, les opérations et le processus décisionnel.

Il a été reconnu que des organisations fondées sur l'adhésion étaient nécessaires et importantes, mais pour accomplir efficacement leur travail elles devraient être consultatives, être à l'écoute des membres se trouvant sur le terrain et être au courant du travail de base. Les organisations continentales doivent être conscientes que l'introspection constante du corps et de ses membres sont nécessaires au fil et à mesure qu'elles croissent.

Et Puis La Conference A Touche Sa Fin ...

« Nous avons eu trois incroyables journées pleines de conversations agréables, et parfois inconfortables et difficiles. Nous avons discuté de stratégies et pris des contacts, et je sais que nous sommes maintenant prêt-e-s à *twerk*, » a déclaré Mukami Marete, Directrice exécutive adjointe d'UHAJ lorsqu'elle a conclu la sixième édition de la CFCS. Dans ma tête, *twerk* pourrait facilement être remplacé par le travail, parce que le travail de rendre le continent beaucoup plus convivial aux questions OSIG doit encore être fait.

Des réunions panafricaines comme la CFCS provoquent un cocktail d'émotions en moi, en raison de leur importance pour la communauté et le mouvement en Afrique. J'ai rencontré pour la première fois un mauritanien, et le fait qu'il s'agissait de sa toute première participation à une conférence LGBTI et une qui était sur le sol africain est la raison d'être de la CFCS. Il s'agit de la rupture des barrières, de la rupture de chaînes et de la création d'une résistance juste qui donne l'espace pour le partage de nos luttes et la célébration de nos progrès.

Ce qu'ils·elles ont dit...

Les participant·e-s provenant de la Mauritanie



« C'est ma première fois au Kenya et ma première participation à cette conférence. La CFCS est une grande expérience pour moi, et je dois partager ce que j'ai appris ici avec des gens à la maison et c'est très important. C'est génial d'être ici. »





« C'est ma première participation à la CFCS. Etre à l'île Maurice ne faisait sentir comme si nous étions une branche, mais maintenant je vois que nous faisons partie de l'arbre entier. Grâce à cette conférence, j'ai découvert que nos problèmes sont semblables à ceux du continent, pourtant nous avons tous nos moyens uniques pour faire face à ces problèmes. La lutte est encore unique ; nous devons lutter en tant qu'africain·e·s. » Un·e militant·e mauricien·ne





Nous n'avons pas beaucoup d'espaces comme celui-ci à l'île Maurice ; ceci n'est pas un espace, il s'agit d'un sanctuaire. Nous pouvons révéler notre identité réelle. C'est le paradis. Il est plus facile pour moi comme un homme gai de me déplacer, mais que faire pour les personnes dont le genre est fluide ? Elles n'ont pas cette liberté. Cet endroit leur offre cette liberté, elles peuvent révéler leur identité réelle sans être jugées. »



Denis, s'exprimant sur la séances parallèle sur l'au-delà du financement : Stratégies d'autosuffisance

Cette session a été organisée pour aider les travailleur-euse-s du sexe et les organisations LGBTI à devenir autonomes en trouvant de nouvelles sources de revenus qui sont indépendantes du financement des donateurs. C'était une session d'étude de cas qui offrait des idées sur cette question. Les exemples de l'agriculture, de la tontine, de la recherche du capital ont été mentionnés. La séance a examiné l'autonomisation économique et la valeur ajoutée qu'elle apporte au plaidoyer.

Pour Denis de ASWA de telles conversations sont importantes parce qu'on a un tel besoin.

ASWA a tenu à faire avancer cette conversation avec intérêt au sein de son réseau, reconnaissant qu'à cause du rétrécissement du financement cette discussion sur l'autonomie devrait devenir une question récurrente.



« Il y a des membres de notre communauté qui n'ont pas d'éducation suffisante ou n'ont pas accès aux possibilités, mais le fait que les groupes LGBTI puissent avoir des voies séparées générer du revenu est important. Nous arrivons à cette discussion avec une grande ouverture d'esprit et le fait qu'il y a des mouvements existants dirigés par des membres qui ont des sources indépendantes de revenu, montre que ces initiatives méritent d'être partagées. Comme un mouvement de réseaux, la question de la durabilité est quelque chose à laquelle nous pensons beaucoup et s'il y a des façons d'obtenir des revenus en dehors des donateurs, c'est très bien. »



Botswana
NNYWANA
PHONA

Marsic

• KENYA
• KIKUYU
• KEINO

KENYA - country
Kuma - vagina (country, informal)

Burundi
IGISABO

NIGERIA
(IGBO)
OTU

Sudan
Kos
Jamal
(Camel)

Ug
Emana

Uganda
Kuma - vagina
Emana - Bie

Zimbabwe
Beche

CFCS VI
BÂTIR UNE RÉSISTANCE JUSTE :
NOS LUTTES, NOS PROGRÈS...

Nigeria
Uwedini (in Esan)

Kos
Egyptian
Arabic
Egypt

Kuma

Uganda

VAGIN:
BOBODOUMAN
CÔTE D'IVOIRE

Country flag
name d'origine

Ghana
Wayaaase

ZAMBIA
ICINYO

KENYA
KIENO

Uganda
(Luganda)
Emana



UHAI EASHRI

The East African Sexual Health & Rights Initiative

P. O. Box 7144 - 00300 Nairobi, Kenya

T: +254 20 2330 050, 812 7535

F: +254 20 3860 660

C: +254 737 920 920, 702 931 911

E: info@uhai-eashri.org

W: www.uhai-eashri.org